



## SYNTHÈSE

Tous les chiffres sont à fin octobre 2018 et valeurs en FCFA, sauf indications contraires

### **Incertitude sur les perspectives de la croissance mondiale**

L'économie mondiale évolue dans un contexte d'accroissement des conflits commerciaux et de tensions politiques dans plusieurs pays. Ces facteurs ont amené le FMI à réviser la croissance du PIB mondial projetée en 2018 de 3,9% antérieurement à +3,7%, soit au même rythme qu'en 2017.

En Afrique subsaharienne, la progression du PIB ressortirait à 3,1% en 2018, en accélération par rapport à la croissance de 2,7% réalisée en 2017. Cette bonne orientation est en lien avec la hausse des cours de certains principaux produits de base.

Au terme des dix premiers mois de l'année 2018, le **marché des matières premières** est marqué par une évolution divergente des cours des principaux produits de base.

Ainsi, les cours du pétrole brut (+37,6%), du cacao (+13,9%), du coton (+10,3%), et de l'or (+1,7%) progressent tandis que ceux du caoutchouc (-24,9%), du café (-14,8%) et de l'huile de palme (-11,1%) reculent.

Sur le **marché des changes**, l'euro s'apprécie par rapport au dollar américain (+6,4%) et à la livre sterling (+1,2%) en moyenne sur la période sous revue.

En évolution mensuelle, l'euro se déprécie par rapport à la livre sterling (-1,1%) et au dollar US (-1,5%).

### **Activités économiques nationales en croissance**

Au plan national, l'activité économique bénéficie d'un environnement incitatif, grâce à la poursuite de la mise en œuvre de réformes dans

de nombreux domaines et à l'exécution du Plan National de Développement (PND) 2016-2020.

Dans le **secteur primaire**, l'agriculture connaît une évolution contrastée. Il est enregistré une hausse des productions du coton (+27,7%), de l'anacarde (+3,9%), du sucre (+3,0%) et du café (+337,0% à fin septembre) alors que des baisses sont observées au niveau du cacao (-6,5% à fin septembre), de l'ananas (-10,7%), du palmier à huile (-7,5%) et de la banane (-0,2%).

Le **secteur secondaire** poursuit son expansion à fin octobre 2018, soutenue principalement par les hausses du BTP (+14,6%) et des industries manufacturières (+6,2%).

Quant à l'activité de la branche « Electricité gaz et eau », elle augmente modérément de 1,3%, tandis que les industries extractives se contractent de 8,8%.

La croissance de l'activité industrielle est confirmée par l'amélioration de 2,9% du niveau de la consommation d'électricité de moyenne tension.

S'agissant du BTP, il tire avantage de la poursuite des travaux publics, particulièrement la réhabilitation d'anciens ouvrages et la réalisation de nouvelles infrastructures.

Dans le **secteur tertiaire**, en dehors du chiffre d'affaires des télécommunications qui se contracte de 0,8%, toutes les autres composantes s'affichent en hausse. En effet, l'Indice du Chiffre d'Affaires du commerce de détail (+9,2%), le transport terrestre (+14,6%), le trafic de marchandises dans le maritime (+3,8%) et le ferroviaire (+17,1%), ainsi que le nombre de passagers commerciaux dans l'aérien (+4,7%) poursuivent leur progression.

L'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) progresse modérément

de 0,2% en moyenne sur les dix premiers mois de l'année, sous l'effet de la hausse des prix des produits non alimentaires de 0,6% combinée à la baisse de ceux des produits alimentaires de 0,8%.

Par ailleurs, l'inflation en moyenne annuelle s'établit à 0,3%, en dessous du seuil maximum de 3% fixé par l'UEMOA.

Dans le secteur moderne, **l'emploi**<sup>1</sup> formel enregistre une progression de l'effectif des salariés de 6,6%, correspondant à une création nette de 63 033 emplois en un an. Cette bonne performance est attribuable aussi bien au secteur privé (+7,2% ; + 53 331 emplois) qu'au secteur public (+4,7% ; + 9 702 emplois).

A fin octobre 2018, la situation des **finances publiques** est marquée par un niveau de recouvrement des recettes et dons à 3 886,3 milliards contre 3 819,3 milliards à la même période de 2017, soit une hausse de 67,0 milliards attribuable au bon niveau de recouvrement des recettes fiscales (+70,7 milliards).

Quant aux dépenses totales et prêts nets, ils ont été exécutés à hauteur de 4 550,0 milliards, en accroissement de 132,0 milliards du fait principalement de l'augmentation des dépenses de personnel (+120,5 milliards) et du paiement des intérêts dus sur la dette publique (+46,6 milliards). En ce qui concerne les dépenses d'investissement, elles connaissent une hausse de 72,3 milliards et s'affichent à 1 217,4 milliards.

Il en résulte un solde primaire de base et un solde budgétaire tous deux déficitaires respectivement de 1,2 milliard et 663,7 milliards. Le déficit budgétaire est financé par un recours au marché monétaire et financier sous régional pour un montant de 438,3 milliards et l'émission d'euros obligations de 1 115,1 milliards.

Les **échanges extérieurs**, en commerce spécial et hors biens exceptionnels, sont caractérisés en moyenne sur la période sous revue, par un accroissement des importations en valeur de 13,5% et un recul des exportations en valeur de 9,4%.

La progression des importations découle de la hausse, à la fois, du volume (+8,1%) et des prix (+5,1%).

Quant aux exportations, leur évolution est consécutive à un repli des volumes (-1,5%) et des prix (-8,1%).

Il en résulte un excédent commercial de 291,3 milliards largement en deçà de celui réalisé à fin octobre 2017 (1 422,1 milliards).

La **masse monétaire** (M2), à fin octobre 2018, progresse de 12,6% et atteint 9 097,9 milliards, sous l'effet de la hausse des actifs extérieurs nets de 9,6% (+160,7 milliards), des créances nettes sur l'administration centrale de 20,1% (+358,0 milliards) et des créances nettes sur l'économie de 13,7% (+807,8 milliards).

Les actifs extérieurs nets profitent de l'amélioration du taux de rapatriement des recettes d'exportation et de l'excédent de la balance commerciale.

Les crédits à l'économie bénéficient de la progression des nouvelles mises en place de crédits ordinaires de 16,6% (+596,0 milliards), en termes cumulés sur les dix premiers mois de l'année 2018. Par ailleurs, les escomptes d'effets de commerce et les dépôts enregistrent des hausses respectives de 17,0% (+122,6 milliards) et 4,9% (+75,2 milliards). Quant aux taux moyens, ils baissent de 0,1 point de pourcentage pour les crédits ordinaires et les escomptes d'effets de commerce.

Le **marché boursier** sous régional est marqué par la baisse des indices BRVM 10 (-13,0%) et BRVM Composite (-17,0%) consécutive au recul de la quasi-totalité des indices sectoriels. La capitalisation boursière recule elle aussi de 10,0%, sous l'effet de la baisse de la capitalisation du marché des actions de 19,9%.

**En définitive**, l'activité économique nationale maintient son orientation favorable observée en début d'année, grâce principalement à la bonne santé des industries manufacturières, du BTP et du secteur tertiaire. Au niveau du secteur primaire, la commercialisation de l'anacarde s'est normalisée, induisant un redressement de la production. Toutefois, malgré une bonne orientation de la production, les producteurs d'hévéa, de palmier à huile, de café et de l'anacarde subissent un fléchissement des cours internationaux.

Néanmoins, le cadre macroéconomique reste globalement stable, avec un déficit budgétaire et une inflation contenus ainsi qu'un financement soutenu de l'économie.

<sup>1</sup> Données de la Solde et de la CNPS

## CONTEXTE ECONOMIQUE

### ***Incertitudes sur les perspectives de la croissance mondiale***

L'économie mondiale évolue en 2018 dans un contexte marqué par les tensions commerciales persistantes entre les Etats-Unis et ses principaux partenaires commerciaux et par les incertitudes politiques dans certains pays.

Ainsi, dans les **pays avancés**, la progression du PIB devrait rester solide au troisième trimestre 2018, grâce à la bonne tenue de l'activité économique aux **Etats-Unis** (+0,9% après +1,0% au deuxième trimestre 2018). L'économie américaine bénéficie du dynamisme de l'investissement privé et de la consommation des ménages.

Par contre, dans la **zone euro**, l'activité économique reste atone avec une hausse du PIB de 0,2% au troisième trimestre 2018 contre 0,4% au deuxième trimestre 2018. Cette décélération découle de la contraction de la croissance au troisième trimestre en Allemagne (-0,2% contre +0,5% au deuxième trimestre 2018) et de la stagnation en Italie (0,0% contre +0,2% au deuxième trimestre 2018). De son côté, l'Espagne a maintenu un taux de croissance de +0,6% pour le troisième trimestre consécutif. Quant à la France, le taux de croissance s'est amélioré de 0,2 point pour ressortir à +0,4% au troisième trimestre. Ce coup de frein de la zone euro est imputable au ralentissement de l'activité dans l'industrie manufacturière et dans les services.

Au **Royaume-Uni**, le PIB a progressé de 0,6% au troisième trimestre 2018 après 0,4 % au deuxième trimestre 2018, en lien avec la bonne orientation du secteur des services, de la construction et des dépenses de consommation des ménages, en dépit d'une baisse de l'investissement.

Au **Japon**, l'activité a diminué au troisième trimestre (-0,3%) après une hausse de 0,8% au deuxième trimestre. Les pluies diluviennes, les

typhons et les tremblements de terre ont freiné la consommation des ménages, les investissements des entreprises et les exportations.

Dans les **pays émergents** et **pays en développement**, les perspectives de croissance sont divergentes, dans un contexte d'escalade des tensions commerciales et d'incertitudes politiques dans certains pays.

Ainsi, en **Chine**, le taux d'accroissement du PIB est ressorti à 1,6% au troisième trimestre 2018, en légère décélération comparé à la réalisation au trimestre précédent (+1,7%). L'activité économique subit une stagnation des investissements du fait des incertitudes liées aux tensions commerciales avec les Etats-Unis. Le taux de croissance annuelle devrait ressortir à +6,6% en 2018 contre +6,9% en 2017.

Du côté de la **Russie**, le PIB a augmenté de 1,8% au troisième trimestre après une progression de 0,9% au deuxième trimestre 2018. L'économie russe est soutenue par la hausse des investissements en capital et de la consommation des ménages dopée par l'accroissement des salaires réels.

En **Inde**, l'activité économique continuerait son expansion au troisième trimestre 2018 après un accroissement du PIB de 1,7% au deuxième trimestre. Cette progression du PIB profite du renforcement des investissements et de la robustesse de la consommation privée.

L'économie **brésilienne** a nettement accéléré au troisième trimestre avec une progression du PIB de 0,8% après 0,2% au deuxième trimestre. Cette évolution est soutenue par la faiblesse des taux d'intérêt, la reprise de l'activité après la grève nationale des camionneurs et des investissements. Cette nouvelle situation a stimulé la consommation des ménages.

En **Afrique subsaharienne**, la relance de l'économie devrait se poursuivre, soutenue par la hausse des prix des produits de base,

notamment le pétrole brut, le cacao et le coton. Par conséquent, la prévision de croissance devrait se situer à +3,1% en hausse par rapport à la réalisation de +2,7% en 2017.

L'économie **sud-africaine**, pays le plus industrialisé du continent, s'est maintenue en baisse en variation trimestrielle aux premier (-2,6%) et deuxième (-0,7%) trimestres 2018. Elle pâtit du repli des secteurs de l'agriculture et des transports. La croissance pourrait atteindre toutefois +0,8% en 2018 après +1,3% en 2017.

L'économie **nigériane** subit quant à elle, une contraction de la production pétrolière génératrice de plus de 90% des exportations du pays. Toutefois, bénéficiant de la remontée des cours du pétrole brut, le pays devrait enregistrer une croissance annuelle du PIB de 1,9% en 2018.

L'**Angola** devrait afficher une baisse du PIB de 0,1% après une contraction de 2,5% enregistrée en 2017. Ce repli s'explique essentiellement par les mauvaises performances dans les secteurs de la pêche, de l'industrie manufacturière, des hydrocarbures, des mines, des télécommunications et de l'agriculture.

Au total, le **PIB** de l'économie mondiale augmenterait de 3,7% en 2018 au même rythme qu'en 2017, selon le dernier rapport « Perspectives de l'Economie Mondiale » du FMI paru en octobre 2018.

### **Evolution contrastée des cours des produits de base**

Sur les dix premiers mois de l'année 2018, les cours moyens des principaux produits de base connaissent une évolution différenciée, comparativement à la même période de 2017. En effet, les cours du pétrole brut (+37,6%), du cacao (+13,9%), du coton (+10,3%), de l'or (+1,7%), du maïs (+1,4%) et du riz blanchi (+6,6%) se renforcent. Par contre, ceux du café (-14,8%), de l'huile de palme (-11,1%) et du caoutchouc (-24,9%) se contractent.

En évolution mensuelle, le cours du cacao fléchit de 2,8% sur le marché de Londres, au mois d'octobre 2018, pour s'afficher à 2 134,2

dollars la tonne contre 2 194,9 dollars la tonne le mois précédent. Cette évolution s'explique par les anticipations d'une hausse de la production ivoirienne sur la période d'octobre à décembre 2018. Par contre, le cours du pétrole brut se bonifie de 2,7% au mois d'octobre 2018 grâce au resserrement de l'offre par l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP).

### **Poursuite de l'appréciation de l'euro**

Sur le **marché des changes**, l'euro s'apprécie face au dollar américain (+6,4%), au yen (+4,0%), au yuan renminbi (+2,8%) et à la livre sterling (+1,2%) en moyenne sur la période sous revue. La monnaie européenne profite des perspectives d'un resserrement plus tôt qu'attendu de la politique monétaire de la BCE.

En évolution mensuelle, l'euro se déprécie par rapport à la livre sterling (-1,1%) et au dollar US (-1,5%).

### **Environnement économique national favorable**

**Au plan national**, l'activité économique bénéficie d'un climat des affaires propice. En effet, le Gouvernement poursuit la mise en œuvre de réformes en vue d'améliorer l'attractivité de la destination Côte d'Ivoire en matière d'investissements.

Il s'agit de (i) la dématérialisation, la rationalisation et la simplification des procédures dans la délivrance des actes et services par les administrations publiques, (ii) la réduction des coûts administratifs, et (iii) la modernisation de la justice. Par ailleurs, un nouveau code des investissements conforme aux textes internationaux et en harmonie avec les objectifs du PND 2016-2020, a été adopté en Conseil des Ministres. Une ordonnance y afférente a été signée par le Président de la République le 1er août 2018.

Le Gouvernement a également procédé au lancement, le 18 octobre 2018, du portail unique des services à l'investisseur ([www.225invest.ci](http://www.225invest.ci)).

Ces efforts ont permis à la Côte d'Ivoire de figurer à nouveau parmi les 10 pays les plus réformateurs du monde. Ainsi, le pays enregistre un gain de 55 places en six ans dans le classement Doing Business de la Banque Mondiale, en passant de la 177<sup>ème</sup> à la 122<sup>ème</sup> place dans le rapport 2019.

En outre, la Côte d'Ivoire continue de consolider ses acquis en matière de bonne gouvernance. Selon le rapport établi par la Fondation Mo Ibrahim, la Côte d'Ivoire signe la plus forte amélioration en matière de gouvernance avec une progression de l'indice Mo Ibrahim de 12,7 points par rapport à son niveau de l'année 2008. Le pays est également le seul qui a progressé dans chacune des quatre catégories et des 14 sous-catégories de l'indice.

Par ailleurs, l'activité économique continue de tirer avantage de la poursuite de la mise en œuvre du PND 2016-2020 et évolue dans un environnement social globalement apaisé.



## **REALISATIONS SECTORIELLES**

*Réalisations à fin octobre 2018, comparées à celles de fin octobre 2017, sauf indications contraires ; Valeurs en FCFA*

### **Secteur réel**

Le secteur réel bénéficie du redressement de la commercialisation de l'anacarde dans l'agriculture d'exportation ainsi que du maintien à la hausse des secteurs secondaire et tertiaire.

### **Secteur primaire**

#### ***Evolution contrastée dans l'agriculture d'exportation***

L'agriculture d'exportation enregistre une évolution différenciée des principales spéculations. Les productions de coton (+27,7%), de sucre (+3,0%), d'anacarde (+3,9%) et de café (+337,0% à fin septembre) connaissent une embellie tandis que les productions d'ananas (-10,7%), de banane (-0,2%), de palmier à huile (-7,5% à fin septembre) et de cacao (-6,5% à fin septembre) reculent.

La production de **cacao** à fin septembre 2018 s'établit à 997 597,0 tonnes, en repli de 6,5%. De janvier à septembre 2018, le prix d'achat bord champ garanti du cacao a été de 700 F/kg et les producteurs ont perçu un revenu brut cumulé estimé à 698 milliards, en recul de 28,5% par au gain de la période correspondante de 2017. En ce qui concerne la lutte contre le Swollen shoot, un programme d'intensification des arrachages des foyers d'infection d'une durée de trois ans a été lancé en coopération avec le Ghana. Il vise l'arrachage de 100 000 hectares de vergers infectés. La campagne 2018-2019 a démarré en octobre 2018 avec un prix bord champ du kilogramme de cacao fixé

à 750 FCFA contre 700 FCFA la campagne principale précédente.

La production de **café** à fin septembre 2018 se situe à 123 265,0 tonnes, en progression de 337,0%. La filière bénéficie d'un redressement après une chute de production en 2017 due à des conditions climatiques défavorables. Le prix garanti bord champ du café de l'année 2018 reste inchangé à 750 FCFA/Kg. Ainsi, les producteurs ont reçu un revenu cumulé brut sur la période de janvier 2018 à septembre 2018 estimé à 92,45 milliards, contre 21,16 milliards un an plus tôt, soit une hausse de 337,0% liée au rebond de la production.

La situation dans la filière **anacarde** continue de s'améliorer à fin octobre 2018. La production se situe à 739 202,2 tonnes, en augmentation de 3,9%. Les approvisionnements des unités locales ont atteint 67 337,3 tonnes correspondant à un taux de transformation de 9,1%, après un taux d'environ 6,2% à fin juin 2018. Le Gouvernement a pris des mesures afin d'accroître le taux de transformation locale, notamment l'obligation de mettre une partie de la production à la disposition des transformateurs locaux et l'octroi d'une subvention pour la transformation locale du produit.

La production de **coton** graine ressort à 278 080,3 tonnes, en hausse de 27,7%. Cette orientation favorable s'explique par la poursuite de la mise en œuvre du zonage industriel qui a favorisé l'amélioration de la productivité. Pour la campagne 2018 - 2019, le prix du coton

premier choix est fixé à 265F/Kg tout comme à la campagne précédente.

La production de **sucre** ressort à 115 045,9 tonnes en hausse de 3,0%. La progression de la production provient de l'extension des surfaces cultivées, de l'accroissement des rendements et de l'amélioration des taux d'extraction des usines. La campagne 2018- 2019 a débuté en octobre 2018 avec pour objectif d'accroître les investissements afin de réduire le gap entre la production et la consommation domestique.

La production d'**huile de palme** à fin septembre 2018 enregistre un repli de 7,5% et se situe à 380 139,5 tonnes. La réforme de la filière se poursuit avec la mise en place du conseil d'administration du Conseil de régulation, de contrôle et de suivi des activités de la filière hévéa-palmier à huile (Conseil hévéa-palmier à huile). Cet organe de régulation doit contribuer à créer un environnement favorable au développement de la deuxième transformation et assurer la durabilité des filières hévéa et palmier à huile.

**Tableau 1 : Principales productions de l'agriculture d'exportation**

(en tonnes)	10 mois 2017	10 mois 2018	Variation (%)
<b>Cacao*</b>	1 067 058,0	997 597,0	-6,5
<b>Café*</b>	28 209,0	123 265,0	337,0
<b>Ananas</b>	39 811,5	35 556,6	-10,7
<b>Banane</b>	352 348,0	351 517,8	-0,2
<b>Coton</b>	217 729,8	278 080,3	27,7
<b>Palmier à huile*</b>	410 740,0	380 139,5	-7,5
<b>Anacarde</b>	711 235,9	739 202,2	3,9
<b>Sucre</b>	111 656,3	115 045,9	3,0

Source : DGE, OPA, MINADER  
\*Données à fin septembre 2018

La production de **banane dessert** recule de 0,2% et s'affiche à 351 517,8 tonnes.

Toutefois, la filière devrait se redresser dans la mesure où elle bénéficie du soutien de l'Union Européenne à travers le programme « Mesures d'Appui à la Banane » (MAB) financé à hauteur de 29 milliards.

La production d'**ananas** se contracte de 10,7% et se situe à 35 556,6 tonnes. La filière est confrontée à l'accentuation de la concurrence sur ses principaux marchés à l'exportation ainsi qu'à la désaffection progressive des petits producteurs au profit d'autres spéculations.

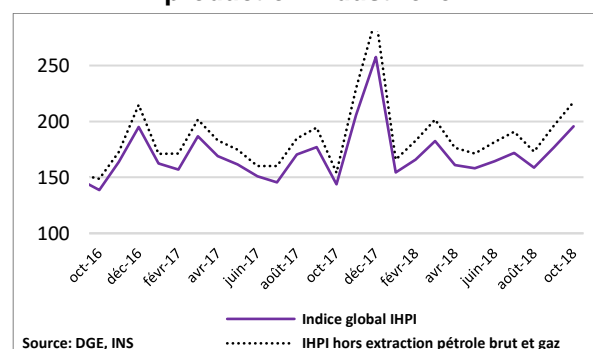
## Secteur secondaire

Le secteur secondaire consolide sa progression, soutenue par l'amélioration de la production manufacturière et du BTP.

### Hausse de l'activité industrielle

Au terme des dix premiers mois de l'année 2018, l'**activité industrielle** conforte sa bonne tenue, en affichant une progression de 4,0%. Cette évolution découle de l'effet conjugué de l'accroissement des activités manufacturières (+6,2%) et de la branche « électricité, gaz et eau » (+1,3%) ainsi que de la baisse de l'activité des industries extractives (-8,8%). Hors activité extractive, la production industrielle augmente de 5,8%.

**Graphique 1 : Indice harmonisé de la production industrielle**



Les « **industries extractives** » affichent un retrait de 8,8% provenant du fléchissement de la sous-branche « extraction de pétrole brut et de gaz naturel, activité annexe » (-10,7%), malgré la hausse des « autres activités extractives » (+36,7%).

Ainsi, la production de **pétrole brut** baisse de 9,8% pour s'établir à 9 425,0 milliers de barils. Ce recul est imputable à la chute de la production de l'ensemble des quatre champs notamment, CI-40 (-7,5%), CI-26 (-6,1%), CI-11 (-45,8%) et CI-27 (-35,7). La production pétrolière reste impactée par la déplétion des puits et le retard accusé dans la réalisation d'investissements pour accroître la production. Toutefois, des investissements de développement ont démarré dans le courant du deuxième semestre 2018 et devraient permettre d'augmenter la production en 2019.

De son côté, la production de **gaz naturel** se contracte de 9,7% sur la période sous revue, pour se situer à 1 641,9 millions de mètres cubes. Le repli de l'activité des centrales thermiques, principales utilisatrices du gaz naturel, en relation avec la baisse des exportations et le bon niveau de production de l'électricité de source hydraulique expliquent le retrait de la production.

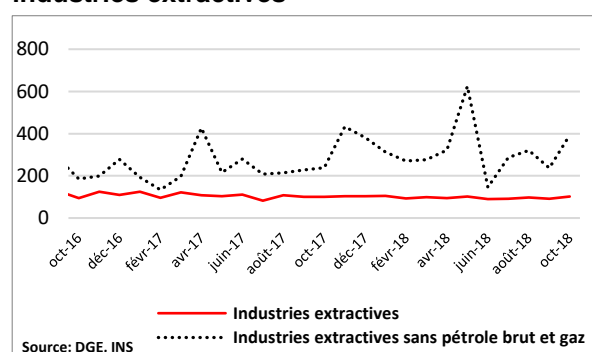
Concernant, les « autres activités extractives », elles tirent profit de la bonne orientation des productions de gravier (+48,9%) et de manganèse (+23,9%), en dépit du retrait de la production aurifère (-15,4%).

La production de l'**or** baisse pour s'établir à 17 700,6 kg. Elle continue de subir l'impact des arrêts de travail enregistrés, au cours du premier semestre 2018, sur la

mine de Tongon. Toutefois, les autorités continuent de mettre en œuvre des mesures en vue du redressement de la production.

L'extraction de **manganèse** progresse de 23,9% avec une production de 439 896,5 tonnes à fin octobre 2017. Cette hausse, en relation avec la poursuite de l'exploitation de la nouvelle mine de Lagonkaha, est stimulée par la hausse des cours internationaux.

**Graphique 2 : Indice de production des industries extractives**



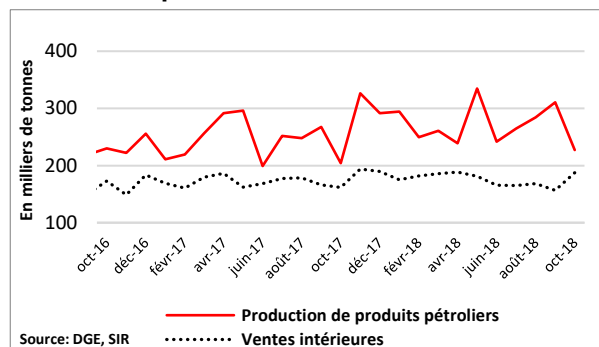
L'activité **manufacturière** s'améliore de 6,2%, en lien avec la bonne tenue de la plupart de ses composantes. En effet, les « industries agroalimentaires et tabac » (+10,8%), les « industries pétrolière, chimique, caoutchouc et plastiques » (+6,4%), les « industries du verre, de la céramique et des matériaux de construction » (+2,6%), les « industries du papier, carton et édition, imprimerie » (+3,8%), les industries de la « fabrication de machines et matériels de tous types » (+15,4%), les « industries du bois et meubles » (+2,2%) et les « industries textiles et cuir » (+1,8%) augmentent.

La production de **produits pétroliers** progresse de 10,8% pour s'établir à 2 707 564,7 tonnes. Elle tire avantage de l'orientation favorable à la fois, des ventes à l'extérieur (+14,0%) et de la demande intérieure (+2,7%). La hausse de la



production des produits pétroliers provient de l'augmentation des volumes du super (+9,2%), du gasoil (+3,5%) et du fuel-oil (+18,0%), alors que le DDO (-24,8%) s'affiche en retrait.

**Graphique 3: Production et vente de produits pétroliers**

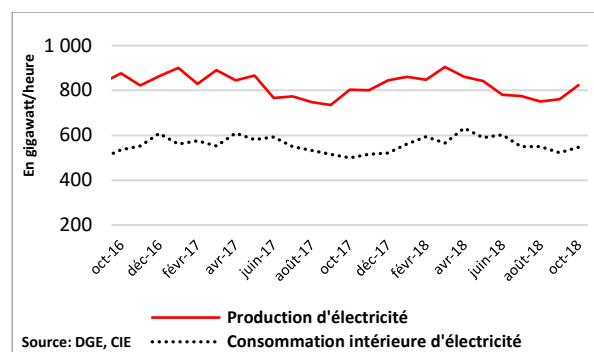


Au niveau de la branche « électricité, gaz et eau », l'indice de la production connaît une hausse de 1,3%, sous l'effet conjugué d'une légère augmentation de la « production et distribution d'électricité » (+0,6%) et d'un accroissement de 3,3% du « captage, traitement et distribution d'eau ».

La production d'électricité augmente de 0,6%, sous l'effet conjugué de l'embellie de la production de source hydraulique (+51,1%) et de la baisse de l'électricité de source thermique (-11,6%). La contraction de la production d'énergie de source thermique est expliquée par la préférence pour l'hydroélectricité moins onéreuse, dans un contexte de baisse des exportations (-10,8%).

La consommation intérieure d'électricité enregistre une progression de 2,6%, grâce au raffermissement des achats d'électricité basse tension (+2,4%) et de moyenne tension (+2,9%) qui dénote du dynamisme de l'activité industrielle.

**Graphique 4: Production et consommation d'électricité**



### Maintien à la hausse du BTP

L'indicateur avancé du BTP enregistre une bonne progression de 14,6%, en décélération toutefois par rapport à fin septembre 2018 (+15,7%).

Cette performance découle de la hausse de la consommation de « bitume » (+111,2%), de « graviers » (+48,9%), de « béton » (+12,6%) et de « câbles et fils électriques » (+12,0%). A l'opposé, les ventes de « tôles et bacs » (+21,3%), de « ciment » (+3,3%) et de « sable » (+39,6%) se contractent.

### Secteur tertiaire

#### Croissance continue dans le secteur tertiaire

Le secteur tertiaire demeure bien orienté grâce au dynamisme de ses composantes que sont le commerce de détail ainsi que les transports terrestre, maritime et ferroviaire.

#### Croissance du chiffre d'affaires dans le commerce de détail.

L'Indice du Chiffre d'Affaires dans le commerce de détail enregistre une hausse de 9,2% du fait d'une croissance des ventes dans l'ensemble des branches.

La progression des ventes de « produits pétroliers » et de « véhicules automobiles,

motocycles et pièces détachées », respectivement de 14,9% et 13,9%, dénote de la bonne tenue du transport terrestre.

Dans la branche « produits d'équipement du logement », les ventes augmentent de 5,1% en lien avec le dynamisme de la construction dans le BTP.

La hausse de 7,1% des ventes de « produits divers » s'explique notamment par la bonne orientation des activités dans les rayons « machines de bureau et matériels informatiques », les « autres appareils électriques et électroniques non ménagers » et les « articles de presse, librairie, papeterie, fournitures scolaires ».

### ***Bonne dynamique du transport***

Le secteur du transport reste dynamique sous l'effet de la bonne santé de l'ensemble de ses composantes.

### **Orientation favorable du transport aérien**

Le **transport aérien** enregistre 1 628 371 passagers commerciaux, en accroissement de 4,7%. Cette embellie est portée par l'ensemble des destinations.

Le trafic national progresse de 16,4%, bénéficiant de la réouverture de l'aéroport de San Pedro.

Le trafic vers l'Afrique enregistre des croissances respectives de +0,4% et +1,2% des trafics vers la CEDEAO et vers le reste de l'Afrique. Il en est de même pour les passagers commerciaux vers l'Europe et le reste du monde qui augmentent respectivement de 9,3% et 19,0%.

En ce qui concerne le fret aérien et le transit direct, ils connaissent des gains respectifs de 4,4% et 19,7%.

### **Progression continue dans le transport ferroviaire**

Le **transport ferroviaire** maintient sa tendance haussière amorcée depuis le début de l'année. Le trafic de marchandises s'accroît de 17,1% pour atteindre 765 844,7 tonnes. Cette progression est portée aussi bien par les échanges entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso en amélioration de 11,2%, que par le trafic interne qui atteint 72 726 tonnes contre 7 705 tonnes un an plus tôt.

### **Hausse globale du trafic dans le transport maritime**

Le trafic global de marchandises dans le **transport maritime** reste bien orienté (+3,8%) grâce au port d'Abidjan (+7,0%), malgré une contraction du trafic au port de San Pedro (-12,3%).

La bonne performance enregistrée au **port d'Abidjan** est amenée par le trafic national de marchandises qui progresse de 14,5%. A l'inverse, les activités de transbordement et de transit reculent respectivement de 59,8% et 18,0%.

L'embellie du trafic national se ressent au niveau de l'ensemble de ses composantes que sont les marchandises générales (+11,8%), les produits pétroliers (+21,7%) et les produits de pêches (+5,8%).

Au **port de San Pedro**, le trafic global de marchandises subit une baisse de 12,3% du fait des importations et des exportations qui se contractent respectivement de 10,1% et 13,7%. Ces évolutions, engendrées par le recul des activités de transbordement de 35,2%,

sont atténuées par l'accroissement du trafic hors transbordement de 18,6%.

### **Dynamisme continu dans le transport routier**

Le **transport terrestre** connaît une évolution favorable, au regard de l'augmentation de 14,6% de la consommation des carburants super et gasoil.

### **Evolution mitigée dans les télécommunications**

Dans le secteur des télécommunications, le chiffre d'affaires global enregistre une baisse de 0,8% comparativement à la période correspondante de 2017. Cette contreperformance, due à la chute du chiffre d'affaires du trafic voix et SMS de 5,1%, est atténuée par les chiffres d'affaires du mobile money et de l'internet qui progressent respectivement de 26,8% et 15,4%.

S'agissant du nombre d'abonnements, il croît dans la téléphonie mobile (+3,4%) et le mobile money (+43,3%) et recule dans la téléphonie fixe (-1,8%).

### **Hausse modérée des prix à la consommation**

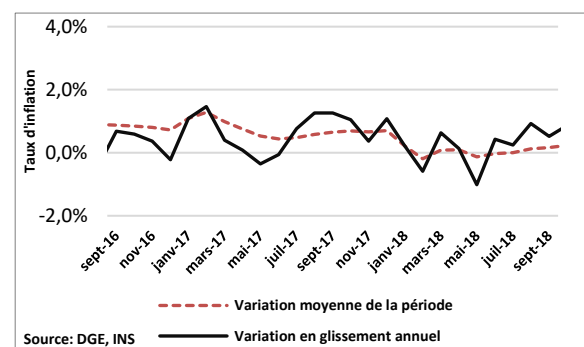
De janvier à octobre 2018, l'indice moyen des prix à la consommation progresse de 0,2% en glissement annuel, sous l'effet de la hausse de 0,6% des prix des produits non alimentaires et du repli de 0,8% des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées.

Le fléchissement des prix des produits alimentaires provient des prix des huiles et graisses (-3,9%), des laits-fromages-œufs (-1,7%), des fruits (-3,7%), des légumes frais (-7,7%), des tubercules et plantains (-6,0%) et des « boissons alcoolisées,

tabac et stupéfiants » (-0,8%). L'impact de ces évolutions est atténué par la hausse des prix des céréales non transformées (+1,5%), des viandes (+1,2%) et des poissons (+0,6%).

Au niveau des produits non alimentaires, les prix renchérissent sous l'effet de l'accroissement des prix des « articles d'habillement et chaussures » (+0,6%), des « meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer » (+3,0%), des « restaurants et hôtels » (+1,1%), du « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+1,5%) et du transport (+0,6%). Par contre, les prix de la communication (-2,8%) et de la santé (-1,5%) diminuent.

**Graphique 5 : Evolution des taux d'inflation**



L'inflation, en moyenne annuelle, ressort à 0,3%, en dessous du seuil communautaire de 3% fixé par l'UEMOA.

### **Hausse continue du nombre de salariés dans le secteur formel.**

Le nombre de salariés dans le **secteur moderne** enregistre une hausse grâce à la création nette de 63 033 emplois en un an pour s'afficher à 1 013 003 au terme des dix premiers mois de l'année 2018.

Cette croissance est portée par le dynamisme du secteur privé dont le nombre de salariés progresse de 7,2% soit 53 331 emplois créés en un an. Par ailleurs, dans le secteur public, le nombre

de fonctionnaires et agents de l'Etat affiche une augmentation de 4,7%, correspondant à une création nette de 9 702 emplois en un an.

## **Finances Publiques**

A fin octobre 2018, les finances publiques sont marquées par une hausse des recouvrements des recettes totales et dons ainsi que des dépenses totales et prêts nets par rapport à la même période de 2017. Les recettes totales et dons s'affichent à 3 886,3 milliards, en progression de 67,0 milliards. Quant aux dépenses totales et prêts nets, ils s'accroissent de 132,0 milliards pour se situer à 4 550,0 milliards.

### ***Amélioration de la mobilisation des recettes fiscales***

Le relèvement des recettes totales et dons est essentiellement dû à une bonne mobilisation des recettes fiscales (+70,7 milliards) qui tire avantage du dynamisme de l'activité économique.

Les recettes fiscales enregistrent une bonne mobilisation des impôts directs (+102,0 milliards), des droits et taxes à l'importation (+60,3 milliards) et des autres recettes affectées (+20,3 milliards). L'impact de ces progressions est amoindri par la baisse des impôts indirects (-40,4 milliards) ainsi que des droits et taxes à l'exportation (-78,3 milliards).

S'agissant des recettes non fiscales, elles augmentent de 29,1 milliards et atteignent 533,5 milliards.

Concernant les dons, ils ont été octroyés à hauteur de 228,0 milliards, en recul de 32,8 milliards.

### ***Sous consommation des dépenses de fonctionnement***

L'accroissement des dépenses totales et prêts nets de 132,0 milliards, comparé à octobre 2017, découle principalement d'un accroissement (i) des dépenses de personnel de 120,5 milliards en liaison avec les recrutements massifs dans les secteurs sociaux, (ii) des subventions et transferts accordés de 20,7 milliards, (iii) du paiement des intérêts sur la dette de 46,6 milliards, et (iv) des prestations sociales de 19,2 milliards.

S'agissant des dépenses d'investissement, elles augmentent de 72,3 milliards et s'affichent à 1 217,4 milliards. Par contre, une sous-consommation des dépenses de fonctionnement (-145,2 milliards) est enregistrée.

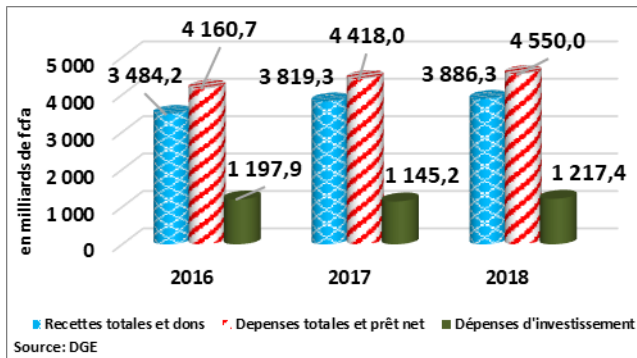
### ***Financement***

Il découle de ces évolutions un solde primaire de base déficitaire de 1,2 milliard (contre un excédent de 9,9 milliards à fin octobre 2017) et un solde budgétaire déficitaire de 663,7 milliards (contre un déficit de 598,7 milliards à la même période de 2017).

Le déficit budgétaire est financé par un recours au marché monétaire et financier sous régional pour un montant de 438,3 milliards dont 163,3 milliards de bons de Trésor base trésorerie et par l'émission d'un eurobond de 1 115,1 milliards.



Graphique 6 : Indicateurs des finances publiques à fin octobre



## Echanges extérieurs

### Repli en valeur des exportations sous l'effet des prix

Les échanges extérieurs en commerce spécial et hors biens exceptionnels au terme des dix premiers mois de l'année 2018 révèlent une augmentation en valeur des importations (+13,5%) et un repli des exportations (-9,4%). Il en découle un solde commercial positif de 291,3 milliards. Toutefois, cet excédent accuse une baisse de 79,5% par rapport à celui de 1 422,1 milliards réalisé à la même période de 2017. De plus, les termes de l'échange fléchissent de 12,5% sous l'effet d'une baisse des prix à l'export et d'une hausse des prix à l'import respectivement de -8,1% et +5,1%.

Par ailleurs, la couverture des importations par les exportations se situe à 105,9%, en régression de 26,9 point de pourcentage par rapport au taux à fin octobre 2017.

Les exportations pâtissent de la mévente des produits primaires (-11,5%) et des produits transformés (-6,0%), sous l'effet du recul des prix de 9,0% et 6,5%, respectivement.

La contraction des produits primaires en valeur provient essentiellement du cacao

fèves (-25,7%), de la noix de cajou (-6,9%) et du caoutchouc (-15,4%). Ces trois produits enregistrent une chute des prix de 18,7%, 6,9% et 20,1%, respectivement.

Quant aux produits transformés, leur repli est imputable à la baisse des ventes des produits de la première transformation (-9,9%), notamment le cacao transformé (-17,4%) qui subit un retrait des prix de 15,9%.

Concernant les importations, leur progression en valeur repose sur l'ensemble des composantes, notamment les biens intermédiaires (+41,6%) et les biens d'équipement (+9,6%). Ces deux types de biens connaissent un renchérissement des prix à l'import de 12,7% et 4,1%, respectivement.

Les biens intermédiaires profitent essentiellement d'une augmentation des achats en valeur de pétrole brut (+97,4%), de « fer, fonte acier et ouvrage en métaux » (+32,8%) et de produits métalliques (+54,6%). Par ailleurs, il est à signaler une progression des importations de clinker en valeur de 6,4%.

Les biens d'équipement sont portés par une hausse des commandes de matériels de transport routier (+23,4%), de machines électriques (+18,1%) et de machines mécaniques (+11,9%).

## Situation monétaire et financière

La situation monétaire à fin octobre 2018 est marquée par un accroissement de la masse monétaire au sens large (M2) de 12,6% (+1 014,7 milliards) pour s'établir à 9 097,9 milliards. Cette évolution résulte de la hausse conjuguée des actifs extérieurs nets (+9,6% ; +160,7 milliards)

et des créances intérieures (+15,2% ; +1 165,8 milliards).

Les actifs extérieurs nets augmentent sous l'effet de l'amélioration du taux de rapatriement des recettes d'exportation et d'un bon niveau de l'excédent commercial. Les créances intérieures progressent également du fait de la hausse conjuguée des créances nettes sur l'administration centrale (+20,1% ; +358,0 milliards) et des créances nettes sur l'économie (+13,7% ; +807,8 milliards).

Les crédits à l'économie bénéficient de la hausse des nouvelles mises en place de crédits ordinaires, dont le montant cumulé sur les dix premiers mois de l'année 2018 s'élève à 4 182,9 milliards, en augmentation de 596,0 milliards (+16,6%). Cette hausse est attribuable à l'accroissement des crédits accordés aux « Particuliers » (+248,0 milliards), aux « Autres sociétés » (+161,3 milliards), aux « Clients divers » (+114,9 milliards), à l'« Etat et organismes assimilés » (+51,0 milliards), aux « Entreprises individuelles » (+37,5 milliards), aux « Personnels des banques » (+9,5 milliards) et à la « Clientèle financière » (+6,9 milliards). Cette croissance est atténuée par la baisse des crédits octroyés aux « Sociétés d'Etat et EPIC » (-23,3 milliards), aux « Coopératives et groupements villageois » (-11,3 milliards), et aux « Assurances et caisses de retraite » (-4,0 milliards).

Les escomptes d'effets de commerce et les dépôts ressortent respectivement à 844,2 milliards et à 1 605,1 milliards correspondant à des hausses de 17,0% (+122,6 milliards) pour les escomptes d'effets de commerce et de 4,9% (+75,2 milliards) pour les dépôts.

S'agissant des conditions de banques, les taux moyens appliqués sur la période sous revue, sont de 6,3% pour les crédits ordinaires (en baisse de 0,1%), de 6,9% pour les escomptes d'effets de commerce (en recul de 0,1%) et inchangés à 5,0% pour les dépôts. La durée moyenne des crédits se situe à 20,1 mois, en hausse de 0,6 mois par rapport à son niveau des dix premiers mois de 2017.

### **Contraction des indices boursiers de référence**

La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) est caractérisée par le repli de ses indices de référence. La capitalisation boursière fléchit également du fait de la régression de la capitalisation du marché des actions.

Les indices BRVM 10 et BRVM Composite refluent respectivement de 13,0% et de 17,0%, sous l'effet de la baisse de l'ensemble des indices sectoriels, excepté l'indice « BRVM – Autres secteurs » qui augmente de 19,7%.

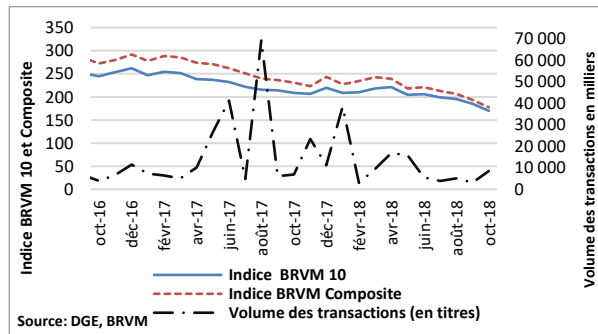
Les indices « BRVM-Industries » (-33,5%), « BRVM – Distribution » (-21,9%), « BRVM – Finances » (-18,8%), et « BRVM- Transport » (-16,3%) connaissent les baisses les plus importantes.

La capitalisation boursière qui atteint 8 328,2 milliards, enregistre un retrait de 10,0% provenant de la capitalisation du marché des actions (-19,9%) alors que la capitalisation du marché des obligations augmente de 10,4%. La valeur totale transigée se contracte de 3,3% et le volume transigé baisse de 40,1%.

Au mois d'octobre 2018, le taux de rotation moyen mensuel des titres sur le marché se situe à 0,88%. Quant au taux de

rendement moyen, il s'affiche à 7,70%. La rentabilité globale moyenne au 31 octobre 2018 se situe à -4,24% avec un PER moyen de 11,22 et une prime de risque à 2,91%.

**Graphique 7 : Indicateurs du marché boursier de l'UEMOA**



**En conclusion,** l'activité économique nationale maintient son orientation favorable observée en début d'année, grâce principalement à la bonne santé des industries manufacturières, du BTP et du secteur tertiaire. Au niveau du secteur primaire, la commercialisation de l'anacarde s'est normalisée, induisant un redressement de la production. Toutefois, malgré une bonne orientation de la production, les producteurs d'hévéa, de palmier à huile, de café et de l'anacarde subissent un fléchissement des cours internationaux.

Néanmoins, le cadre macroéconomique reste globalement stable, avec un déficit budgétaire et une inflation contenus ainsi qu'un financement soutenu de l'économie.

## Tableau de bord

	Variation en glissement annuel								Variations en glissement (cumul de la période)
	mars.-18	avr.-18	mai.-18	juin.-18	juil.-18	août.-18	sept.-18	oct.-18	
<b>INTERNATIONAL</b>									
Cours du Pétrole brut	25,9%	33,8%	49,6%	56,3%	51,3%	39,7%	42,2%	40,6%	37,6%
Cours du cacao	21,7%	33,8%	34,1%	20,6%	18,5%	9,2%	9,8%	1,8%	13,9%
Cours de l'euro par rapport au dollar US	16,5%	13,7%	6,4%	4,3%	1,6%	-2,1%	-2,0%	-2,7%	6,4%
<b>ACTIVITE NATIONALE</b>									
<b>Primaire</b>									
<b>Agriculture d'exportation</b>									
Cacao*	-5,1%	nc	nc	0,0%	nc	nc	-23,4%	nc	nc
Café*	286,4%	nc	nc	529,5%	nc	nc	1842,4%	nc	nc
Anacarde	-13,9%	15,2%	6,7%	143,1%	112,5%	1886,9%	nc	nc	3,9%
<b>Secondaire</b>									
IHPI global	-2,4%	-4,7%	-2,0%	8,9%	18,3%	-6,9%	-0,1%	36,0%	4,0%
IHPI hors extraction	-0,1%	-3,6%	-2,0%	13,4%	19,2%	-6,3%	0,9%	41,1%	5,8%
BTP	10,1%	13,9%	54,7%	-4,5%	20,4%	1,7%	0,7%	4,3%	14,6%
Production d'électricité	1,7%	1,8%	-2,8%	1,8%	0,2%	0,5%	3,5%	2,4%	0,6%
Production de produits pétroliers	1,9%	-18,0%	13,1%	21,5%	5,2%	14,9%	16,0%	11,2%	10,8%
Pétrole brut	-21,7%	-11,3%	-8,8%	-18,9%	15,9%	-13,3%	-7,4%	172%	-9,8%
Gaz naturel	-5,4%	-10,8%	-5,3%	-4,5%	-16,7%	-7,1%	-17,6%	-12,8%	-9,7%
<b>Tertiaire</b>									
Indice du Chiffre d'Affaires (ICA) <sup>2</sup>	12,4%	3,7%	5,5%	7,3%	9,2%	9,4%	12,8%	8,8%	9,2%
Trafic global maritime	10,2%	-1,4%	-5,8%	28,3%	1,4%	-2,9%	2,0%	8,7%	3,8%
Total voyageurs aérien	7,7%	4,0%	-0,5%	8,0%	2,2%	4,6%	8,7%	7,7%	4,7%
Transport ferroviaire (trafic de marchandise)	13,7%	16,7%	20,3%	33,3%	37,4%	0,9%	-1,2%	19,4%	17,1%
<b>Echanges extérieurs<sup>3</sup></b>									
Exportation en valeur	-12,9%	-12,8%	-5,8%	-12,5%	-4,7%	-5,4%	-16,5%	25,0%	-9,4%
Importation en valeur	-4,6%	15,8%	13,0%	17,4%	9,8%	41,5%	-2,8%	7,2%	13,5%
Solde commercial <sup>4</sup>	334,12	130,90	-14,74	-17,39	-109,56	-216,23	-84,09	-5,46	291,34
<b>Financement</b>									
Masse Monétaire (M2)	9,3%	10,0%	10,0%	10,9%	11,6%	11,4%	11,6%	12,6%	12,6%
Actifs Extérieurs nets	50,9%	45,4%	42,9%	0,5%	14,5%	12,8%	9,0%	9,6%	9,6%
Créances intérieures	5,6%	3,9%	5,3%	15,7%	15,1%	14,4%	12,9%	15,2%	15,2%
Créances nettes sur l'Administration Centrale	-23,5%	-21,7%	-15,9%	27,8%	20,9%	19,6%	21,9%	20,1%	20,1%
Créances sur l'économie	14,7%	11,7%	12,5%	13,1%	13,5%	12,9%	10,4%	13,7%	13,7%
<b>Finances publiques</b>									
Recettes totales & Dons	-13,3%	-7,0%	61,4%	7,5%	-3,7%	-7,0%	0,8%	2,7%	1,8%
Dépenses totales & Prêts nets	-14,0%	40,4%	-2,4%	6,1%	-4,9%	7,0%	23,2%	-17,0%	3,0%
Investissement public	-48,7%	233,7%	-5,3%	3,2%	-48,5%	0,4%	371,2%	-17,6%	6,3%
Solde budgétaire global <sup>4</sup>	2,66	-121,69	20,20	-103,99	-205,76	-68,00	-51,61	-59,98	-663,7
<b>Prix à la consommation</b>									
IHPC <sup>5</sup>	0,6%	0,1%	-1,0%	0,4%	0,2%	0,9%	0,5%	0,9%	0,2%
<b>Emploi</b>									
Salariés secteur formel	6,8%	7,4%	7,2%	7,6%	7,7%	7,3%	6,5%	6,6%	6,6%
Dont secteur formel privé	7,3%	7,7%	7,7%	8,1%	8,2%	7,9%	6,9%	7,2%	7,2%

Direction Générale de l'Economie

Direction des Prévisions, des Politiques  
et des Statistiques Economiques (DPPSE)

Tel: (+225)20200958 - 04 BP 650 Abidjan 04

Pour en savoir plus :

Sous-Direction de la  
ConjonctureEmail : [sdc.dppse@dge.gouv.ci](mailto:sdc.dppse@dge.gouv.ci)

Tel : 20200924/20200925

<sup>2</sup> : Indice du chiffre d'affaire base 100 : 2013<sup>3</sup> : Hors biens exceptionnels<sup>4</sup> : Niveau en milliards de FCFA

\*Données trimestrielles

<sup>5</sup> : Indice Harmonisé des Prix à la Consommationnc : non concerné  
nd : non disponible